

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CAN/218

12 octobre 2004

(04-4268)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais/  
français

## NOTIFICATION

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>CANADA</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> L'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), Ministère de la Santé
3.	<b>Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Kaolin (ICS: 65.100.10, 67.040)
4.	<b>Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable:</b> non établie
5.	<b>Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié:</b> Modification proposée au Règlement sur les aliments et drogues (1386 — kaolin) (disponible en anglais et français ; pages 2736-2738)
6.	<b>Teneur:</b>  En vertu du pouvoir conféré par la <i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> , l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) de Santé Canada a accepté la demande d'homologation (pesticide) du kaolin comme insecticide dans la lutte contre divers insectes sur un certain nombre de cultures. Tous les produits antiparasitaires homologués pour utilisation sur les aliments en vertu de la <i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> sont considérés comme produits agrochimiques aux termes de la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> et sont visés par ses dispositions concernant les résidus dans les aliments. En vertu de la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> , il est interdit de vendre des aliments qui contiennent des résidus de produits agrochimiques à un niveau supérieur à la limite maximale de résidus (LMR) de 0,1 partie par million (p.p.m.), tel qu'il est décrit dans le paragraphe B.15.002(1) du <i>Règlement sur les aliments et drogues</i> , à moins qu'une LMR supérieure soit établie dans le Règlement ou que le produit agrochimique soit exempté du paragraphe B.15.002(1) et inscrit au paragraphe B.15.002(2). La modification réglementaire proposée inscrirait le kaolin au paragraphe B.15.002(2), afin de permettre la vente d'aliments contenant ces résidus.  Après avoir examiné toutes les données disponibles, l'ARLA a déterminé que l'utilisation domestique du kaolin sur diverses cultures ne présentera pas de risque pour la population, qu'il s'agisse des nouveau-nés, des enfants, des adultes ou des personnes âgées, lorsque l'aliment est soumis au processus normal de lavage ou d'épluchage et de cuisson avant la consommation humaine.  On propose donc de modifier le <i>Règlement sur les aliments et drogues</i> en ajoutant le kaolin aux dispositions sur les exemptions précisées au paragraphe B.15.002(2).

./.

<b>7.</b>	<b>Objectif et raison d'être:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>innocuité des produits alimentaires</b> , <input type="checkbox"/> <b>santé des animaux</b> , <input type="checkbox"/> <b>préservation des végétaux</b> , <input type="checkbox"/> <b>protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes</b> , <input type="checkbox"/> <b>protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites</b>
<b>8.</b>	<b>Norme, directive ou recommandation internationale:</b> <input type="checkbox"/> <b>Commission du Codex Alimentarius</b> , <input type="checkbox"/> <b>Organisation mondiale de la santé animale (OIE)</b> , <input type="checkbox"/> <b>Convention internationale pour la protection des végétaux</b> , <input checked="" type="checkbox"/> <b>Néant</b>  <b>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</b>
<b>9.</b>	<b>Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b> Gazette du Canada, Partie I, 2 octobre 2004 (disponible en anglais et français)
<b>10.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> Généralement dans les 5 à 8 mois suivant la publication dans la Gazette du Canada, Partie I.
<b>11.</b>	<b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> Le jour de l'adoption de la mesure en question.
<b>12.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 16 décembre 2004  <b>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:</b> <input type="checkbox"/> <b>autorité nationale responsable des notifications</b> , <input checked="" type="checkbox"/> <b>point d'information national ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</b>
<b>13.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> <input type="checkbox"/> <b>autorité nationale responsable des notifications</b> , <input checked="" type="checkbox"/> <b>point d'information national ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</b>  La version électronique du texte réglementaire peut être téléchargée à : <a href="http://canadagazette.gc.ca/partI/2004/20041002/pdf/g1-13840.pdf">http://canadagazette.gc.ca/partI/2004/20041002/pdf/g1-13840.pdf</a>